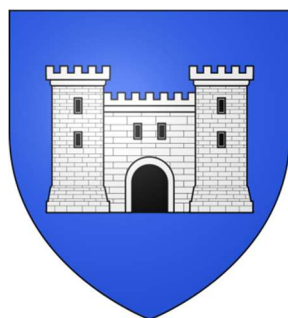


Département de Vaucluse

MAITRE D'OUVRAGE

COMMUNE DE SAINT-MARCELLIN-LES-VAISON



CARTE DE ZONAGE ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

NOTE EXPLICATIVE



Indice	Statut	Date	Objet de la révision
A	Définitif	21/11/2024

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	3
2	PRESENTATION GENERALE	3
2.1	OBJET DU DOSSIER	3
2.2	DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT.....	3
2.2.1	Assainissement collectif	3
2.2.2	Assainissement non collectif	4
2.3	PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SAINT-MARCELLIN-LES-VAISON	4
2.3.1	Le milieu physique	4
2.3.2	Le milieu humain.....	5
2.3.3	Etat actuel de L'assainissement	5
2.4	PRESENTATION SYNTHETIQUE DU ZONAGE PROPOSE ET JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA COMMUNE.....	6
2.4.1	Assainissement collectif	6
2.4.2	Assainissement non collectif	6
2.4.3	Du point de vue de l'urbanisme.....	7
2.4.4	Plan du zonage.....	7
3	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	7
3.1	ZONES CONCERNEES	7
3.2	NOTE DESCRIPTIVE DU PROJET	7
3.3	ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	7
3.4	DESCRIPTIF DES TRAVAUX	8
4	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	9
4.1	ZONES CONCERNEES	9
4.2	DESCRIPTION DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	9
4.2.1	Pré-traitements.....	9
4.2.2	TRAITEMENTS	10
4.3	NOTE EXPLICATIVE DES SOLUTIONS ENVISAGEABLES	10
4.3.1	Filières envisageables.....	10
4.3.2	Observations	12
4.4	ORGANISATIONS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	12
4.4.1	Service d'assainissement non collectif	12
4.4.2	Choix de la collectivité sur la nature du service de l'assainissement non collectif	13

1 INTRODUCTION

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place de modes d'assainissement les mieux adaptés, au contexte local et au besoin du milieu naturel.

Ce zonage permettra à la commune de disposer d'un outil pour la gestion de l'urbanisme réglementaire et opérationnel sur son territoire.

D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'un assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de réhabilitations d'installations existantes.

2 PRESENTATION GENERALE

2.1 Objet du dossier

L'article 35 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 attribue de nouvelles obligations aux communes et à leurs groupements, notamment la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif.

Ces nouvelles obligations sont décrites dans le code général des collectivités territoriales à l'article L 2224-01.

Le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées précise que le projet de zonage doit être soumis à l'enquête publique.

2.2 Description technique de l'assainissement

2.2.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées, leur transfert par un réseau public, leur épuration, l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu naturel et la gestion des sous-produits de l'épuration.

Plusieurs modes de traitement peuvent être envisagés à l'aval d'un réseau collectif (lit bactérien, boues activées, lagunage, filtre à sable, etc ...).

Ceux-ci dépendent notamment de la charge de pollution à traiter, et de la sensibilité du milieu récepteur (qualité des cours d'eau, exutoire existant- ou non, ...), du type de réseau :

- séparatif : la collecte des eaux usées et pluviales est séparée
- unitaire : les eaux usées et pluviales sont recueillies dans un réseau unique.

Les équipements situés depuis la boîte de branchement installée en limite de propriétés privées, jusqu'à la station d'épuration relèvent du domaine public.

Ces équipements sont à la charge de la collectivité, à l'exception du branchement sous voie publique (entre la propriété privée et le collecteur) qui est à la charge du propriétaire de l'habitation, la collectivité pouvant facturer le coût de ces travaux, déduction faite des aides accordées.

Le raccordement à l'égout concerne les ouvrages à réaliser entre l'habitation et la boîte de branchement.

2.2.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement non collectif (quelquefois appelé assainissement autonome ou individuel), désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques des logements non raccordés au réseau public d'assainissement.

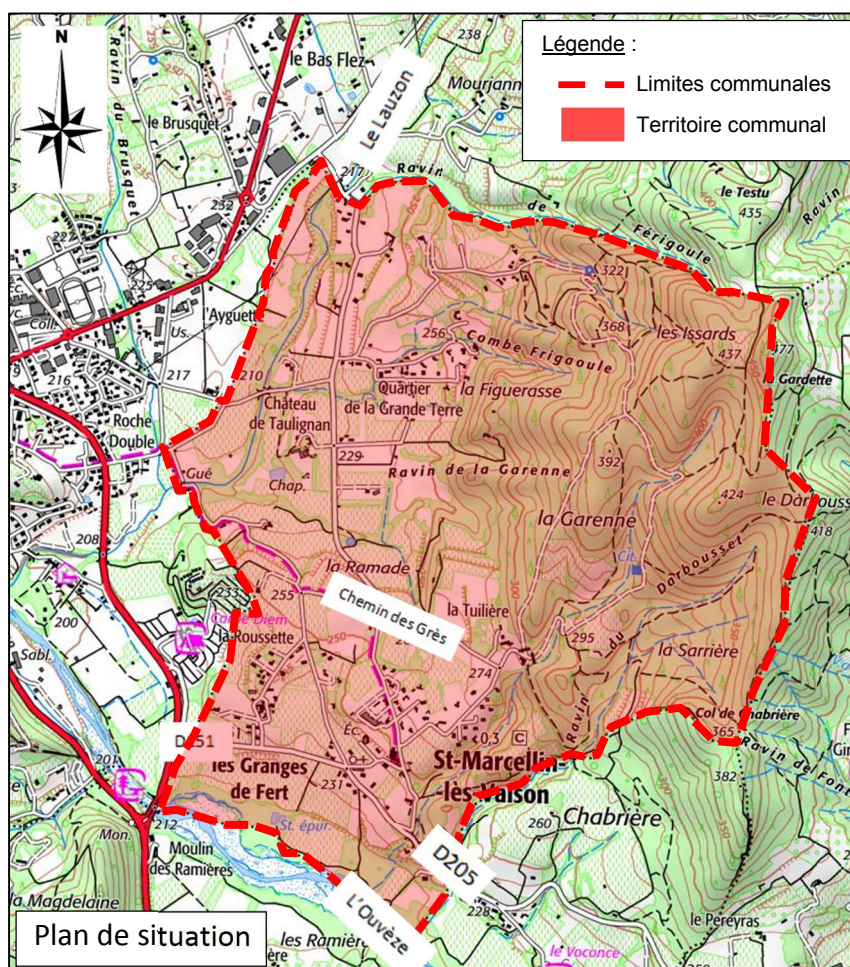
Il existe différentes techniques d'épuration allant du traitement des eaux usées par le sol en place jusqu'à un traitement dans un sol artificiel reconstitué. Les différentes filières pouvant être proposées sont détaillées dans le chapitre correspondant au zonage non collectif.

2.3 Présentation de la commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison

2.3.1 LE MILIEU PHYSIQUE

2.3.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison, d'une superficie de 3.56 km², est limitrophe avec Vaison-la-Romaine. La commune se situe à 50 km au Nord-Est d'Avignon et à 30 km à l'Est d'Orange. La commune est traversée d'Ouest en Est par les départementales D151 et D205.



2.3.1.2 LA TOPOGRAPHIE

Le relief de Saint-Marcellin-lès-Vaison est très marqué, le territoire communal est situé entre les altimétries 200 m NGF et 477 m NGF au point le plus haut.

Le territoire communal s'étend sur 2.7 km du Nord-Est ou Sud-Ouest. Les pentes en amont du cœur de village sont importantes, de l'ordre de 14%.

Une station d'épuration est existante au Sud du territoire communal, en bordure du cours d'eau L'Ouvèze.

En amont du centre-village, une ligne de crête se distingue au niveau du chemin des Grès. Au nord du chemin des Grès, les eaux de ruissellement s'écoulent vers l'Ouest en direction du Lauzon. Au Sud de ce chemin, les eaux ont tendance à s'écouler vers l'Ouvèze, cours d'eau existant en limite Sud de la commune.

2.3.2 LE MILIEU HUMAIN

En 2021, la commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison, comptait 332 habitants selon les données de l'INSEE.

2.3.3 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT

2.3.3.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

(Cf. Carte de zonage en annexe)

2.3.3.1.1 RESEAU

La commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison est équipée d'un réseau d'assainissement d'eaux usées séparatif sur le centre-village raccordé à une station d'épuration existante au sud du village, en bordure de l'Ouvèze, quartier La Rivière.

Le réseau séparatif dessert également :

- le quartier Les Granges de Fer. En effet, une conduite d'assainissement est existante au droit de l'avenue des Granges. Celle-ci collecte les eaux usées jusqu'au parking existant puis emprunte la rue Léopol Roux. Une antenne est aussi présente sous voirie pour collecter les habitations situées en aval du parking.
- les quartiers Magdelaine et quartier de la Tuilière. Une antenne d'assainissement des eaux usées est existante sous le chemin du Puits et est raccordées au réseau existant du centre-village. Une seconde antenne collecte les eaux usées le long du chemin de la Tuilière.

2.3.3.1.2 UNITE DE TRAITEMENT

La commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison est équipée d'un dispositif d'assainissement de type Station d'épuration à boues activées. La STEP est actuellement dimensionnée pour recevoir 350 EqH.

2.4 Présentation synthétique du zonage proposé et justification du choix de la commune

ZONE	LOCALISATION (cf. plan en annexe)
Assainissement collectif	<ul style="list-style-type: none">• L'ensemble des secteurs actuellement raccordés à un réseau public d'assainissement<ul style="list-style-type: none">- centre-village- quartier La Grange de Fer- quartier Magdelaine- quartier La Tuilière• Extension du réseau de centre-village afin de raccorder le secteur Chemin de la Chapelle:<ul style="list-style-type: none">- parcelle section B n°33
Assainissement non collectif	<ul style="list-style-type: none">• Maintien de l'assainissement non collectif sur le reste du territoire communal

2.4.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La solution de l'assainissement collectif sur les zones sus décrites se justifie par :

- Sur le centre-village, quartier La Grange de Fer, quartier Magdelaine et quartier La Tuilière, il apparaît que les infrastructures d'assainissement collectif existent et fonctionnent correctement.
- Sur le secteur chemin de la Chapelle, la station d'épuration actuelle est dimensionnée pour 350 EqH. Le nombre d'habitations de la commune raccordées au réseau d'assainissement collectif des eaux usées ne représente que 200 EqH maximum. La station d'épuration est sous-utilisée. Pour un meilleur rendement et une bonne rentabilité, il convient d'envisager le raccordement des habitations situées à proximité des réseaux existants.

Concernant la parcelle section B n°33, les infrastructures d'assainissement collectif sont proches. La commune souhaitant ouvrir cette parcelle à l'urbanisation, celle-ci nécessite une extension du réseau d'assainissement.

Il conviendra donc de tenir compte de la capacité de la station d'épuration actuelle dans les futurs projets de construction sur le centre-village afin qu'elle puisse continuer à traiter les eaux usées dans les meilleures conditions.

2.4.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pour l'ensemble des logements concernés, l'assainissement non collectif paraît la solution la mieux adaptée. L'habitat est en effet plus espacé, favorisant la mise en place de techniques d'assainissement non collectif.

Sur le plan économique, l'assainissement collectif de ces secteurs tend à accroître fortement le coût du projet.

L'installation des canalisations nécessaires pour se relier au réseau d'assainissement collectif aurait un coût supérieur à celui de l'assainissement non collectif.

2.4.3 DU POINT DE VUE DE L'URBANISME

La commune veillera à ce que les constructions neuves disposent d'un terrain suffisant pour l'installation du système d'assainissement non collectif dans les zones relevant de cette technique.

2.4.4 PLAN DU ZONAGE

Il est présenté en annexe.

3 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1 Zones concernées

Elles sont délimitées sur le plan du zonage et précisées au paragraphe 2.4.

3.2 Note descriptive du projet

Compte-tenu des objectifs décrits, la solution technique retenue consiste à :

- Raccorder le secteur Chemin de la Chapelle, à savoir :
 - parcelle section B n°33

3.3 Organisation du service d'assainissement collectif

Pour les zones d'assainissement collectif, le code général des collectivités territoriales précise que les communes ou leurs groupements sont tenus d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

Les communes ou leurs groupements doivent donc prendre en charge les dépenses liées aux investissements, à l'entretien, au contrôle de ces ouvrages d'assainissement collectif et à la gestion des sous-produits de l'épuration.

3.4 Descriptif des travaux

Le projet consiste en la réalisation d'une extension du réseau séparatif, collectant les eaux usées domestiques de la parcelle section B n°33, se raccordant au réseau d'assainissement collectif au droit de la Départementale 151, Avenue de Provence.

Le projet global prévoit :

- 91 ml de collecteur Ø 200 mm – PVC,
- 2 regards de visite,
- 1 branchement immédiat,
- 1 piquage au droit de la conduite d'assainissement collectif des eaux usées.



MONTANT DES TRAVAUX

Le montant des travaux du tronçon A est estimé à 18 270.00 € HT soit 21 924.00 € TTC, et se décompose comme suit :

- Canalisation PVC CR8 Ø200	15 470.00 €
- Regards de visite	1 500.00 €
- Branchement	<u>1 300.00 €</u>

Montant total H.T.	18 270.00 €
T.V.A. à 20.0%	<u>3 654.00 €</u>
Montant total T.T.C	21 924.00 €

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 Zones concernées

Elles sont définies sur le plan du zonage (joint en annexe).

Deux zones en assainissement non collectif se distinguent dans l'emprise de la zone constructible de la commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison.

Zone 1 :

Située au Sud du cœur du village, cette zone 1 est constituée des parcelles section B n°50 – 51 – 86 – 87 – 491 – 492 – 502 & 503 et section C n°216 – 220 (partie Nord seulement) - 278 – 358

Zone 2 :

Située au Nord-Est du cœur du village, chemin de la Tuilière, cette zone 2 est constituée des parcelles section B n°348 – 349 – 350 – 351 – 352 – 353 & 379.

Nota :

La parcelle 492 est classée en assainissement non collectif. Toutefois, avec la mise en œuvre d'un poste de relevage des eaux usées suffisamment dimensionné, cette parcelle sera raccordable au réseau d'assainissement collectif existant en amont, au droit de la place de la mairie.

Il conviendra de veiller sur le volume de collecte des eaux usées généré par le projet sur cette parcelle 492. Il faudra limiter la taille du projet à la capacité disponible restante au droit de la station d'épuration actuelle.

4.2 Description des filières d'assainissement non collectif

Les installations sont composées d'un dispositif de pré-traitement et d'une filière de traitement. L'arrêté du 6 Mai 1996 en décrit les principales composantes.

4.2.1 PRE-TRAITEMENTS

Le mode de pré-traitement est identique pour l'ensemble des filières. Il comprend :

- **Un bac dégraisseur** destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères.

Ce dispositif est obligatoire pour les habitations particulières type hôtel, restaurant, produisant une quantité importante de matières grasses.

Il est facultatif pour les bâtiments d'habitation.

- **Une fosse toutes eaux** dont le rôle principal est de réaliser la liquéfaction partielle et l'homogénéisation des eaux vannes (issues des WC) et des eaux ménagères, ainsi que la rétention des matières solides et des déchets flottants.

En aucun cas les eaux pluviales devront être dirigées vers la fosse toutes eaux, le terme « toutes eaux » s'appliquant aux eaux vannes et eaux usées ménagères.

Le volume minimal d'une fosse toutes eaux correspondant à 3 m³ pour des logements comprenant jusqu'à cinq pièces principales. Il convient de compter 1m³ par pièce supplémentaire.

- Remarque importante :

4.2.2 TRAITEMENTS

4.3 Note explicative des solutions envisageables

4.3.1 FILIERES ENVISAGEABLES

En fonction du type de sol identifié et de la place disponible au droit de chaque parcelle, la filière pourra alors être choisie et dimensionnée par un bureau d'étude spécialisé.

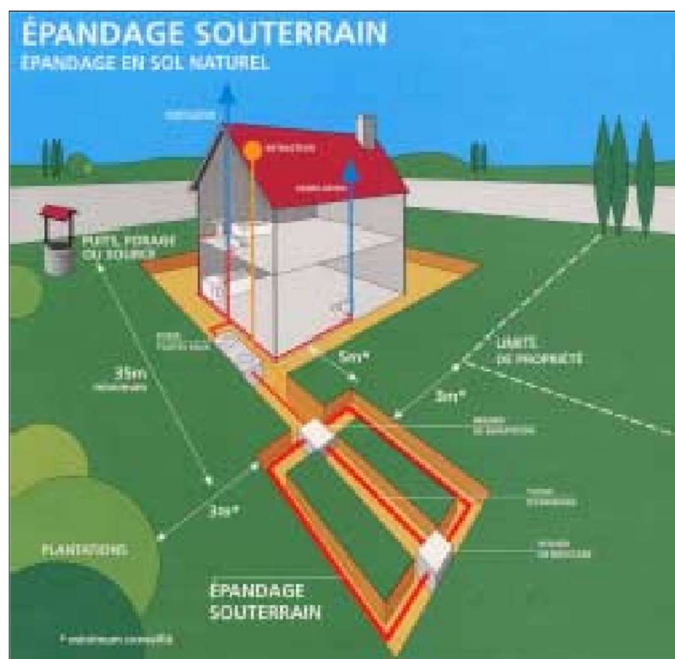
✓ **EPANDAGE EN SOL NATUREL**



Elle est utilisée dans les terrains ne présentant aucun signe d'engorgement à moins de 1.5 m de profondeur, et offrant une perméabilité optimale comprise entre 30 et 200 mm/h. L'objectif de l'épandage souterrain est de répartir gravitairement sous une pente motrice faible, le plus uniformément possible les effluents dans le sol, afin de les infiltrer.

○ Dimensionnement :

- Les tranchées doivent avoir entre 0,60 m et 1 m de profondeur
- La largeur des tranchées est de 50 cm minimum
- La longueur maximale d'une tranchée est de 30 m
- Le nombre des tranchées est compris entre 3 et 5
- Les tranchées sont parallèles et leur écartement ne doit pas être inférieur à 1,50 m
- La longueur des tranchées est fonction de la nature du sol:



- . Sol à dominance sablo-limoneuse ($30 \text{ mm/h} < k < 50 \text{ mm/h}$), 50 m de tranchées jusqu'à 5 pièces principales; (10 ml supplémentaires par pièce principale supplémentaire)
- . Sol à dominance sableuse ($50 \text{ mm/h} < k < 200 \text{ mm/h}$), 45 m de tranchées jusqu'à 5 pièces principales; (9 ml supplémentaires par pièce principale supplémentaire)
- . Sol argileux ($k < 15 \text{ mm/h}$), Epandage souterrain non réalisable

Valeur de K^* (mm/h)	de 15 à 30	de 30 à 50	de 50 à 200	supérieur à 200 (sol de type sableux)
	Perméabilité médiocre	Moyennement perméable	Sol perméable	Sol très perméable
Jusqu'à 5 pièces principales (p.p.)	Voir Annexe B	Tranchées d'épandage : 50 ml	Tranchées d'épandage : de 45 ml	Lit d'épandage : 30 m^2
Au-delà de 5 p.p.	Voir Annexe B	Tranchées d'épandage : 10 ml /p.p. suppl.	Tranchées d'épandage 9 ml/p.p. suppl.	Lit d'épandage : 6 m ² /p.p. suppl.

● **Lit d'épandage à faible profondeur**

○ Description:

Il est utilisé dans les terrains ne présentant aucun signe d'engorgement à moins de 1.5 m de profondeur, et offrant une perméabilité optimale supérieure à 200 mm/h.
L'objectif de l'épandage souterrain est de répartir gravitairement sous une pente motrice faible, le plus uniformément possible les effluents dans le sol, afin de les infiltrer.

- La surface du lit est de 30 m^2 jusqu'à 5 pièces principales. Au delà de 5 pièces principales; 6 m^2 sont à prévoir par pièce principale supplémentaire.

✓ **EPANDAGE EN SOL RECONSTITUE**

Les bureaux d'études spécialisés peuvent être amenés à préconiser la mise en place d'épandage en sol reconstitué lorsque les caractéristiques du sol en place mesurées in-situ ne satisfont pas aux besoins.

Des solutions de traitement tels que le lit filtrant à flux vertical non drainé, le lit filtrant drainé à flux horizontal ou vertical, le tertre d'infiltration ou lit à massif de zeolite peuvent être des solutions proposées, adaptées selon le contexte particulier du terrain concerné.

✓ **FILIERES AGREEES**

Les bureaux d'études spécialisés peuvent également être amenés à préconiser la mise en place de filières agréées lorsque les caractéristiques du sol en place mesurées in-situ et la place au sol disponible ne satisfont pas aux besoins.

4.3.2 *OBSERVATIONS*

- Tout projet de construction non raccordable au réseau collectif doit faire l'objet d'une demande d'autorisation d'installation de dispositif d'assainissement non collectif auprès de la collectivité compétente. Cette demande s'effectue après la réalisation d'une étude de sol et de dimensionnement de la filière par un bureau d'étude spécialisé.
- L'infiltration doit rester le moyen privilégié de rejet des eaux traitées. Aussi, le rejet en milieu superficiel (quand il est possible) ou en puits d'infiltration, doit être une solution extrême et doit faire l'objet respectivement d'une autorisation ou dérogation.
- Les solutions préconisées dans les études générales et rappelées ci-dessus concernent des secteurs larges et ne dispensent donc pas d'une étude à la parcelle (nature, perméabilité) pour optimiser le choix de la filière.
- Le choix de la filière est déterminé en fonction de la nature du sol, des caractéristiques de la construction, de la place disponible sur la parcelle et du régime d'utilisation de l'habitation (résidence principale ou secondaire).
- Les solutions telles que les filtres compacts ou micro-stations peuvent être envisageables. Les filières proposées doivent présenter un numéro d'agrément.

4.4 Organisations du service d'assainissement non collectif

4.4.1 *SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF*

Le contrôle est une obligation importante de la collectivité. Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et engendrera dans de bonnes conditions les réhabilitations de l'existant.

Le service d'assainissement peut ensuite conseiller l'entretien des installations.

4.4.1.1 LE CONTROLE

Le décret du 3 juin 1994 et l'arrêté du 6 mai 1996, établissent l'obligation pour les communes ou leurs groupements d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Celui-ci comprend :

- la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification doit être effectuée avant remblaiement;
- la vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué.

4.4.1.2 L'ENTRETIEN

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 précise que la collectivité peut conseiller d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif.

Les modalités d'entretien de l'assainissement non collectif sont fixées par les articles 5 à 7 de l'arrêté du 6 mai 1996.

Les fréquences de vidange de boues et de matières flottantes sont les suivantes :

Type d'installation	Fréquence minimale de vidange
Fosse toutes eaux ou septiques	3 à 4 ans
Installation d'épuration biologique à boues activées	6 mois
Installation d'épuration biologique à cultures fixées	1 an

4.4.1.3 LA REHABILITATION

Elle peut s'effectuer dans le cadre de l'article 31 de la loi sur l'eau ou dans le cas de délégation par le particulier de la maîtrise d'ouvrage.

4.4.2 CHOIX DE LA COLLECTIVITE SUR LA NATURE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune décide de laisser la maîtrise d'ouvrage de la réhabilitation et l'entretien à la charge des particuliers.

Le contrôle des installations sera assuré par la Communauté de Communes Pays Vaison Ventoux ou délégué à un organisme tiers.

Légende

Déclassement du territoire en zones

Haies et alignements d'arbres protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Parcelles

Bâtiment susceptible de changer de destination en zone A ou N

Corridor écologique protégé au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Emplacement réservé au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme

Espace Bois Classé (EBC) au titre de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme

Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation du bassin versant de l'Ordonnance et de ses affluents en Vaucluse - Zone orange

Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation du bassin versant de l'Ordonnance et de ses affluents en Vaucluse - Zone rouge

Relevé comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) au titre des articles L.151-6 et L.151-7 du Code de l'urbanisme

Zone humide protégée au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme

Bâtiments

Légende

Type d'assainissement

Assainissement collectif

Assainissement non collectif

Réseaux humides existant

Réseau EP existant

Réseau EU existant

Remarques

*

Parcelles classées en Assainissement collectif nécessitant une extension de réseaux de collecte des eaux usées

△

Parcelle classée en Assainissement Non Collectif avec possibilité de raccordement au collectif si mise en oeuvre d'un poste de relevage des eaux usées

Réseaux humides projetés

Réseau EU projeté

A

N° Tronçon Réseau EU projeté

Département de Vaucluse

Commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison

CARTE DE ZONAGE
ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

Date	Indice	Statut	Objet de la révision
21/11/2024	D		

agence
planisphère

Bureau d'études techniques - Services Publics et d'Énergie
28 Avenue Saint-Quentin - 84110 VAISON LA ROMANNE
Tél. : 0492011030 - e-mail : contact@agence-planisphere.fr

Ech : 1/3000

N°1

Dessiné par : J.T

Vérifié par : C.L

D:\AGENCE PLANISPHERE\COMMUN - Doc\1_PROD\SAINT MARCELLIN\ZONAGE ASSAINISSEMENTS\MLV_ZEU_carte de zonage EU_2024-11-21